

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

« Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée » V. Hugo.

EDITORIAL

La coupe est pleine !



Trop, c'est trop ! Il y a trop longtemps que "le fric" impose sa dictature à toute activité, ou presque, dans le monde entier. Depuis plus de soixante ans notre journal montre comment il faut le reléguer au rang des accessoires, et se heurte à un barrage défensif qui a bien organisé l'in-crédulいた. Cette fois, avec la Coupe du monde de foot, miroir de toutes les folies que notre système économique engendre, je parie que la ...coupe est pleine ! L'opinion ne peut plus ne pas réagir. Elle va suivre, tôt ou tard, l'attitude des enseignants de la Seine Saint Denis faisant la chaîne autour du Grand Stade : ils rendaient ainsi manifeste le scandale qui consiste à ce que les pouvoirs publics soient en mesure de trouver très vite des fonds pour élever un temple à ce qui n'est presque plus du sport, mais sont dans l'incapacité de trouver les fonds nécessaires à enrayer la détresse criante, scandaleuse, d'un enseignement sur qui retombe la charge de réparer les dégâts de notre société en faillite d'espoir.

Voilà le choix qui est fait de l'orientation de la richesse dans notre monde riche : tout pour aider les Adidas, MacDo et autres Coca à accumuler toujours plus, et des discours évoquant la rigueur, des impératifs arbitraires ou la modernité pour empêcher que cette richesse aille développer la culture, la santé, la justice ou la recherche scientifique. Le résultat est là, évident, c'est le développement de la bêtise la plus violente, ce sont ces «brutes avinées et écervelées», selon les termes du ministre des sports britannique lui-même, ce sont ces jeunes manipulés par des mouvements extrémistes qui fai-

saient le salut nazi sur le Vieux Port à Marseille en se vantant «d'être blancs et fiers de l'être», avant de tout casser. Ils avaient été encouragés par une certaine presse, telle le *Daily Star*, dont la Une titrait «On va les écraser !» Ces hooligans, symbole de notre temps, devraient servir de révélateur à une opinion jusque là conditionnée au point d'admettre que le budget de la FIFA soit équivalent à celui de toute la France, ce pays riche qui fait la quête pour la recherche médicale ! Est-ce cette manifestation qui déclenchera enfin une vaste prise de conscience, comme cette Guerre Terrible que j'avais dû imaginer en 1980 pour commencer mon livre "Les affranchis de l'an 2000"? Il serait temps...

Mais l'absurdité de cette débauche pour une compétition dite "sportive" n'est pas la seule manifestation d'une offensive destinée à ce que, de plus en plus, «l'argent aille à l'argent». On en rencontre de nouvelles tous les jours et dans tous les domaines.

Je propose à nos lecteurs, c'est une occupation d'été qui en vaut bien d'autres, de les observer et de les noter. Nous aurons ainsi une collection encore inédite à offrir à tous ceux qui ne croient toujours pas que c'est l'argent capitaliste qui est l'arme dont se sert le néo-libéralisme pour ruiner tout espoir de libération humaine.

Marie-Louise Duboin.

SOMMAIRE

ACTUALITÉ

- 1 La coupe est pleine !
- 2 La Poste se modernise.
- 4 Au fil des jours.
- 5 Santé publique, tu parles !
- 6 Agriculture et libéralisme.
- 10 Au delà de l'hexagone.

RÉFLEXION

- 3 Demain, l'économie humanisée selon A.Jacquard.
- 7 TÉMOIGNAGE : Anatomie d'un non-demandeur d'emploi.

LECTURES

- 8 Jolie, la guerre économique ?

11-15 TRIBUNE LIBRE

Débats

16 COURRIER DES LECTEURS

N° 979
juillet
1998



La Poste se modernise !

Voici l'exemple d'une "modernisation" discrète, mais édifiante. Dans son discours d'investiture, il y a un an, L. Jospin avait annoncé qu'il allait moderniser la Poste en multipliant ses services. Il est évident que le courrier postal est de plus en plus remplacé par le courrier électronique et le fax, et que la tournée d'un préposé n'est pas toujours un travail exaltant. Mais il est non moins vrai qu'un bureau de poste dans une petite commune rurale est utile et pourrait l'être encore plus s'il était transformé pour rendre de nouveaux services sociaux, offrir des aides dont le public a besoin, par exemple dans ses rapports avec l'administration (tant de gens éprouvent des difficultés pour remplir un formulaire !), ou la justice, ou la sécurité sociale, ou les ASSEDIC et les autres allocations, ou même donner des renseignements juridiques ou des conseils aux consommateurs, tout cela plutôt que fermer pour raison de rentabilité. Quels sont les changements qui ont été choisis ? Observez, renseignez-vous, la politique n'a pas été affichée...

Pour notre part, nous avons constaté un vaste redéploiement vers la publicité et vers la finance. Nous avons reçu des offres du genre :

«Confiez à la Poste votre marketing, nous pouvons vous mettre en relation avec des sous-traitants qui sauront vous conseiller, vous fournir les références d'un public ciblé» (ciblé en toute discrétion, bien sûr, d'après l'âge, l'habitat, les achats, les revenus, etc.); ou encore : «Faites appel à nos nouveaux services pour lancer des campagnes publicitaires»; ou enfin «Confiez-nous votre épargne, nous sommes en relation avec des organismes financiers de toute confiance qui sauront la faire fructifier sans que vous ayez à vous occuper de quoi que ce soit, et ils vous assureront (c'est évidemment alléchant) une retraite sans souci.»

Et nous avons été avertis de deux faits : d'abord qu'un plan a été arrêté pour augmenter sérieusement pendant cinq ans les affranchissements de la presse, et en plus que les expéditions de journaux ont cessé d'être prioritaires, ce qu'avait imposé, il y a très longtemps, une loi sur la presse. Que nos abonnés ne s'étonnent donc pas si le facteur traite leur journal comme un prospectus publicitaire pour les nouveaux dieux du stade, mais qu'ils se demandent plutôt quel est le nouveau public ciblé par la Poste...

mensuel de réflexion
socio-économique
fondé en 1934
par JACQUES DUBOIN

RÉDACTION :
Marie Louise DUBOIN
(directrice de la publication)
Jean-Pierre MON
André PRIME
Djémil KESSOUS
et les abonnés qui le souhaitent,
tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas retournés.

GRAPHISME :
Jacques VIGNES-ÉLIE
Anne-Laure WITSCHGER

Impression : ARTIS

Commission paritaire
N° 57434

Diffusé par les N.M.P.P.

RÉSUMÉ

DE NOS THÈSES

Un résumé des thèses que nous défendons dans ce journal est joint en encart, avec chaque numéro adressé à nos abonnés.

Il est également fourni sur demande (joindre pour cela une enveloppe timbrée à l'adresse choisie).

La Grande Relève
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE, POUR

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

TARIF DES ABONNEMENTS

France (un an, 11 numéros)	130 .FF
Abonnement d'essai, six mois	70 .FF
Abonnement de soutien (deux exemplaires)	200 .FF
Abonnements de propagande (cinq exemplaires) ...	250 .FF
(dix exemplaires)	350 .FF
Europe, un an	175 .FF

par avion, nous consulter

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
par CCP N° 13 402 39 M Paris
ou
par mandat ou chèque bancaire
BP 108
78115 LE VÉSINET Cédex

Ce journal survit grâce à la souscription permanente "POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE" qui permet d'assurer le service gratuit du journal à ceux des lecteurs intéressés mais qui n'ont pas les moyens de payer leur abonnement au tarif normal.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive La Grande Relève.

Mme Hesto 370 - M. Huard 20 - R. Labesse 230 - Mme Lahens 300 - R. Lobertreau 125 - R. Lobjeois 70 - F. Logre 310 - Mme Luce 1000 - Anonyme 4000 - Cl. Monet 70 - G. Oostenbroek 70 - R. Poquet 70 - L. Princivalle 170 - Mme Prothery 100 - Mme Quille 20 - Mme Rivet 170 - Mme Carbonnel 200 - A. Chadeyron 70 - R. Chédemail 470 - Mme Colline 220 - Ch. Coulon 500 - C. Denis 20 - R. Godefroy 20 - Melle Théric 270 - Mme Anis 70 - Cl. Barre 200 - E. Mons 120 - R. Lextray 170 - J. Roy 70 - M. Pelletier 70 - Cl. Rajain 70 - Mme Lechevrel 70 - L. Lecable 70.

Total du mois 9.775 F.

Merci à tous !

Adresse postale : BP 108 78115 Le Vésinet Cédex

Téléphone *seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04

Fax : 01 30 71 93 89

Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr

Site internet : <http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/>

Demain, l'économie humanisée ?



La mode est au court terme. Un investissement doit rapporter très vite, il faut voir un film le jour de sa sortie, sous peine d'être vraiment un pauvre type... Alors, que dire de ceux qui perdent du temps à se poser des questions sur ce que pourrait être l'avenir si... ? Si on prenait le temps d'y réfléchir !

Il existe pourtant de ces "demeurés". Et parmi eux, Albert Jacquard est fascinant. Quelle humanité émane de lui ! Et quelle intelligence ! En l'écoutant récemment¹ je me demandais comment on peut se moquer de son "utopisme", comme je l'ai vu faire à la sortie d'une de ses conférences !

Spécialiste de génétique, il est conscient que la vie d'un être humain est déterminée par la formation qu'il a reçue dans son enfance. Et comme l'avenir du monde lui paraît plus important que son confort personnel, il a choisi de mettre son énergie au service des très jeunes : sans s'épargner, il se dépense pour aller les rencontrer à l'école, en France, en Belgique. Il leur explique inlassablement qu'ils ne sont pas là pour devenir compétitifs, mais pour s'enrichir mutuellement, et qu'ils ont tout à y gagner. Ce qui, évidemment, n'est pas le genre de réflexion que les écoliers entendent en général de la part de leurs parents. C'est plutôt : Arrange-toi pour être le premier, c'est comme ça que tu trouveras une belle situation !

Car l'économisme néolibéral n'a pas seulement mis le court terme à la mode. Il inculque, en dépit du bon sens, toute une idéologie. Et par là-même, il définit l'avenir de l'humanité. Ou plutôt le compromet...

Albert Jacquard, soucieux de "demain", ne pouvait donc pas se limiter à sa spécialité et il aboutit logiquement à une réflexion sur l'économie. Il découvre ainsi que le rôle du système est si déterminant que l'avenir de l'humanité va résulter d'un choix très simple : soit, selon ses propres termes², la loi des banquiers et le culte du veau d'or la mènent à une catastrophe, soit la raison l'emporte pour les remplacer, très vite, par une "économie humanisée".

Reste à définir cette économie humanisée...

Dans sa réflexion sur Demain, le Professeur Jacquard est amené à parler des changements dont notre siècle a été témoin, en particulier en Physique, et, à propos de la révolution qu'entraîna la découverte de l'équivalence masse-énergie, le $E = mc^2$, qu'apprennent les lycéens d'aujourd'hui, il s'étonne qu'Einstein, dit-il, « n'ait pas immédiatement poussé son raisonnement jusqu'à cette conclusion ».

Eh bien à mon tour je m'étonne d'avoir à faire la même constatation : Albert Jacquard s'arrête au milieu du chemin. Sa lucidité, ou son bon sens, l'amène à faire une distinction fondamentale entre les biens marchands et les richesses non marchandes. Au sujet de ces dernières, il est pour lui évident que « le refus de la barbarie implique d'admettre que les soins, la justice ou l'éducation n'ont pas de "valeur". Ces activités ont un coût, parfois très élevé, mais ce qu'elles produisent ne peut être ramené à un chiffre. Cette production n'en constitue pas moins une richesse dont il faut tenir compte dans l'orientation de l'économie collective ». Et il ajoute même : « l'oubli de cette évidence est sans doute une des causes du malaise ressenti par les sociétés dites développées. Engluées dans la course effrénée à la compétitivité et à la rentabilité, elles sont obsédées par la diminution des coûts et sont incapables de tenir compte de la richesse collective que représente la production de biens non marchands. Les sommes dépensées pour permettre l'activité de ceux qui produisent ces biens — enseignants, soignants, juges — sont considérées comme des charges qu'il faut réduire afin d'améliorer les finances de l'État ».

Et comme Einstein, Jacquard, ne pousse pas immédiatement son raisonnement.

Il a bien conscience que l'évolution entraîne le développement de ces activités essentielles et non marchandes, que, par conséquent se pose désormais le problème de permettre à ceux qui exercent ces activités (je préfère dire à tout citoyen quand il exerce ces activités) d'avoir accès aux biens marchands, il conçoit que le mot d'ordre d'une société évoluée doit être "A chacun selon ses besoins". Comment le réaliser ?

En ne remettant pas en cause le système financier, il ne voit que les deux seules issues qu'offre ce système : la planche à billets, qu'il appelle l'inflation, ou bien l'impôt. La première entraînant, dit-il comme on le lui a appris, une "dérive incontrôlée des prix", c'est la redistribution par l'impôt qu'il choisit. Il y voit même un "outil essentiel de la lutte contre le chômage" et un moyen de lutter contre « l'accumulation des richesses que permet la transmission héréditaire de la propriété. » Il n'imagine pas une distribution d'un pouvoir d'achat qui serait gagé sur la valeur des biens consommables !

Alors que c'est justement ce qui répond aux besoins de "l'économie humanisée" qu'il a préalablement définis comme incluant la nécessité de permettre de vivre à tous ceux qui produisent des richesses inestimables, et non marchandes !

M.-L. D.

1. Sur France-Inter, où Pierre Bouteiller l'a invité dans son émission *Quoiqu'il en soit* pour parler de son livre *L'équation du némuphar*, dont nous avons fait l'éloge ici même il y a trois mois.

2. Dans un livre magnifique, très bien illustré, intitulé *La légende de Demain*, chez Flammarion.

« Si nous voulons être au service des personnes, il faut accepter de faire échapper à la logique économique les biens - éducation, soins, justice - qui fondent la dignité : dignité de chacun et dignité des collectivités ».

A. Jacquard.



Suppressions d'emplois¹

- La fusion de Zurich Assurances et du pôle financier du groupe britannique BAT va entraîner la suppression de 1.600 emplois.
- Le mariage du groupe de bancassurance belgo-néerlandais Fortis avec la Générale de Banque entraînera la disparition d'au moins 2.000 emplois dans le cadre d'un plan de restructuration.
- La compagnie Cathay Pacific Airways va réduire ses effectifs d'environ 1.000 personnes, soit 7% de ses effectifs, afin d'économiser quelque 65 millions de dollars.
- La direction de Boeing annonce

de nouvelles suppressions d'emplois en plus des 20.000 licenciements déjà prévus.

- Le groupe industriel sud-coréen Hyundai Motor engage sa restructuration («pour survivre à la concurrence», a déclaré son président) en licenciant 8.000 salariés, soit 18% de ses effectifs.

* * *

La Chine s'aligne²

En Chine, les syndicats officiels dénoncent les licenciements abusifs effectués par certaines entreprises publiques et demandent au gouvernement de mieux contrôler ces sociétés d'État. «Certains travailleurs ont perdu leur travail simplement parce que leur employeur les a jugés trop vieux» a déclaré Mme Feng Lei, une des responsables de l'unique organisation qui rassemble les syndicats officiels.

* * *

Riche Japon

Pour la première fois depuis 23 ans, l'économie japonaise est entrée en récession, après deux trimestres consécutifs de recul du produit intérieur brut. Le Japon reste pourtant extrêmement riche : épargne de 9.000 milliards de dollars, avoirs à l'étranger de 800 milliard et réserves en devises de 200 milliards. Et cette richesse continue de s'accroître à cause des excédents commerciaux. C'est ainsi qu'au mois de mai, cet excédent s'est élevé à 53 milliards de francs, en hausse de 66,6% sur celui de mai 1997. Un seul point noir, aux yeux des américains et des européens, c'est que cette richesse ne s'investit pas sur place.

* * *

Le licenciement licencié³

Le conseil d'administration du groupe électroménager Sunbeam vient de limoger son PDG, Albert Dunlap. Celui-ci était gentiment surnommé "Chainsaw Al" (Al-la-tronçonneuse) pour sa capacité à licencier à tour de bras. En moins de deux ans, il a supprimé plus de la moitié des effectifs de Sunbeam aux États-Unis, dont 5.000 au mois de mai

dernier. Al menait une politique d'acquisitions avec, entre autres la société française Camping Gaz. Il n'a pas pour autant réussi à sortir l'entreprise du rouge.

En conséquence, deux grands actionnaires, Franklin et Mac Andrew & Forbes ont donc décidé de le vider. Al Dunlap, ancien "marine", s'était pourtant fait une réputation de redresseur d'entreprise chez Scott Paper en licenciant 11.000 personnes en quatorze mois. L'année suivante, il revendait la compagnie "assainie" à sa rivale Kimberley-Clark, en empochant au passage 100 millions de dollars (environ 600 millions de francs) essentiellement en actions. Ne le plaignons tout de même pas trop : il va encaisser 2 millions de dollars d'indemnités par an jusqu'en 2001, plus un nombre important de stock options.

(d'après un envoi de P.Vincent, Paris)

* * *

Tous les mêmes !

Après Ernest Antoine Sellières, le patron des patrons allemands commence à crier avant d'être battu. Avant même que Gerhard Schröder, candidat du Parti Social Démocrate allemand soit élu Chancelier (ce qui est de plus en plus probable), le président du patronat industriel allemand s'attaque au programme du PSD en des termes que ne renierait pas Ernest Antoine. Quelques échantillons : «M. Schröder et M. Lafontaine veulent réintroduire l'impôt sur la fortune, un signal catastrophique qui provoquerait une nouvelle fuite des capitaux... L'Allemagne et la France sont les seuls pays au monde à chercher une troisième voie entre l'économie de marché et le socialisme à économie planifiée. Cette troisième voie n'existera pas. Plus on la cherche, plus on perd du temps et de la compétitivité... Ces gens mènent une politique aux dépens de l'avenir de nos enfants, qui ne peuvent pas voter, au profit des retraités et des générations actuelles... Notre système de protection sociale n'est pas viable à long terme. La loi sur les 35 heures en France est absurde et catastrophique. La réduction du temps de travail, c'est un but marqué contre son camp... Au moment où les Français décident de travailler 35 heures et où les syndicats allemands exigent la semaine de 32 heures, les Coréens ont décidé de travailler 60 heures [Bel exemple! On voit ce que ça donne]... Une hausse des salaires pour relancer la croissance, c'est une théorie complètement dépassée démentie par les faits et la science... Les emplois ne seront créés que par les entreprises... En France et en Allemagne, l'État n'a qu'une seule mission : faire en sorte que les PME gagnent de nouveau de l'argent et qu'il soit rentable de créer des emplois... Celui qui croit que l'État peut créer des emplois n'a rien compris aux leçons des années 90. Et il ne comprendra rien au prochain siècle.»

Ah, la belle langue de bois!

1. Ces chiffres sont extraits du journal *Le Monde*

2. D'après le journal *China Daily* du 1-6-98

3. cf *Libération* 16-6-98 et *Le Monde* 17-6-98

Santé publique ? Tu parles...

LE PALUDISME

TUE PLUS QUE JAMAIS...

Dans les pays du Sud, le paludisme tue actuellement davantage qu'il y a trente ans¹. Il menace 40% de la population mondiale, dans quelque 90 pays, et plus d'un million de personnes en meurent chaque année, surtout en Afrique. Sous le titre «*Catastrophe évitable*», la revue *Nature*² a consacré un dossier spécial au paludisme. On pouvait y lire : «*La recherche dans le domaine des maladies tropicales a été la principale victime des fusions observées dans l'industrie pharmaceutique au cours des dix dernières années, les firmes tendant à concentrer leurs ressources sur des domaines restreints mais potentiellement plus profitables...*» Depuis plusieurs années des organismes³ internationaux tels que l'OMS et la BM, qui ne sont pourtant pas réputées pour leur gauchisme, essaient vainement de convaincre l'industrie pharmaceutique de *revenir sur son retrait sans précédent du domaine de la recherche de vaccins et du développement des médicaments antipaludéens*. Les avancées de la génétique, de la biologie moléculaire et de la pharmacologie ouvrent en effet des perspectives prometteuses aux recherches sur le paludisme. Mais les industriels de la pharmacie préfèrent s'intéresser seulement aux traitements destinés aux voyageurs occidentaux, qui séjournent pendant une courte période dans les zones d'endémie parce qu'ils disposent d'un pouvoir d'achat élevé, ce qui exclut ipso-facto les populations locales. La Fédération Internationale des fabricants de médicaments argue du coût, à son avis trop élevé, des projets de recherche. Allant plus loin dans le cynisme, certains fabricants exigent un «*marché garanti*» pour les médicaments antipaludéens ! L'industrie pharmaceutique est pourtant une des plus profitables au monde : en deux ans, elle a dépensé plus de 100 milliards de dollars pour se restructurer.

A tel point que même, le président Clinton s'étonne que l'industrie pharmaceutique puisse dépenser un milliard de dollars en publicité et en lobbying plutôt que de consacrer cette somme à la recherche et au développement de nouveaux médicaments !

TOUT AUSSI INQUIÉTANT : LE DÉVELOPPEMENT DE LA TUBERCULOSE.

En dépit des appels lancés par les autorités sanitaires internationales, et malgré l'existence d'un traitement simple, efficace, de brève durée et peu coûteux (500 F par malade), l'épidémie mondiale de tuberculose progresse et, fait nouveau, touche massivement dans le Tiers monde des femmes en âge de procréer. C'est même devenu pour cette population la première cause de décès. Les experts de la lutte contre la tuberculose qui viennent de se réunir à Göteborg, à l'initiative de l'OMS, chiffrent à 900 millions le nombre de femmes aujourd'hui infectées

par le bacille de Koch. «*Parmi elles, 2,5 millions présenteront dès cette année, des symptômes de la maladie tuberculeuse et plus d'un million décéderont des suites de cette maladie hautement contagieuse*». Ce sont les femmes asiatiques qui sont le plus touchées (700.000 décès en 1997), devant les africaines (390.000 morts) et les américaines (66.000). Mais les femmes des pays de l'Europe de l'Est où l'épidémie progresse fortement, sont elles aussi très menacées (50.000 morts en 1997). «*Tout nous indique que ces chiffres seront identiques ou en progression au cours de l'année 1998*» estime le Dr P. Dolin, responsable à l'OMS du programme de lutte contre la tuberculose.

Cette recrudescence de la tuberculose n'est qu'en partie due à l'épidémie de sida; elle vient principalement de la destruction progressive des systèmes sanitaires spécialisés et du désintérêt général des pays occidentaux pour une maladie considérée, à tort, comme d'un autre âge. Ainsi, comme l'écrit le Pr. Gérard Huchon⁴ «*les trois millions de personnes qui meurent chaque année de tuberculose, principalement dans les pays en voie de développement ne meurent pas parce que l'on ne sait pas traiter cette maladie. Elles meurent parce qu'elles n'ont pas pu, pour des raisons sociales, économiques et/ou politiques, bénéficier d'un traitement antituberculeux*».

SOMBRES PRÉVISIONS

Invité à la cinquantième assemblée mondiale de la Santé qui s'est tenue à Genève au mois de mai dernier, Fidel Castro a bien résumé le problème : «*En dépit des efforts consentis par l'OMS et l'UNICEF au cours du dernier demi-siècle, plus de 600 millions d'enfants et 25 millions de mères qui auraient pu survivre sont morts. Pour éviter cela, il aurait fallu un monde plus rationnel et plus juste. Or, d'après les estimations des Nations Unies, le coût pour parvenir à l'accès universel aux services essentiels de santé serait de 25 milliards de dollars par an, soit 3% des 800 milliards de dollars investis actuellement en dépenses militaires. Et il n'y a plus de guerre froide!*» ...Et, au delà des questions de santé publique : «*Le climat change, les mers et l'atmosphère se réchauffent, l'air et les eaux se contaminent, les sols s'érodent, les déserts s'étendent, les forêts disparaissent, l'eau se fait rare. Qui sauvera notre espèce? Les lois aveugles et incontrôlables du marché? La mondialisation néolibérale? Une économie qui croît en soi et pour soi, comme un cancer qui dévore l'homme et détruit la nature? Ceci ne peut être la voie, ou bien ne le sera que pendant une période très brève de l'Histoire*».

Les Clinton n'étaient pas encore arrivés... pour applaudir ce discours.

Jean-Pierre Mon.

1. Voir l'article de M.L. Bouguerra, dans le *Monde Diplomatique* de juin 1998.

2. du 10-4-1997.

3. OMS= Organisation Mondiale de la Santé
BM= Banque Mondiale

4. dans la *Revue du Praticien*.

Agriculture et libéralisme

PLACE AUX GROS

Selon une enquête du ministère de l'agriculture, en deux ans (de 1995 à 1997) le nombre d'exploitations agricoles individuelles a diminué de 10,5%, tandis que le nombre de sociétés agricoles augmentait de plus de 12%.

En France, 50 % des revenus agricoles proviennent de subventions de Bruxelles et du gouvernement. Les mieux lotis sont les grands céréaliers. Actuellement, notre blé se vend bien car il y a une grosse demande mondiale. Mais en cas de mévente, l'État s'est engagé à payer le blé, même bloqué en silos, à un prix très avantageux.

Pourtant, les campagnes se vident... En fait, ce sont les petits agriculteurs qui disparaissent (voir encadré à droite). Dans une de ses récentes émissions "Capital", la chaîne de télévision M6 en donnait une explication : elle présentait un gros céréalier qui "récolte" tellement d'argent qu'il a pu, à ses 400 hectares initiaux, en ajouter 400 en rachetant des terres à des petits et moyens exploitants en difficulté. Bien plus! Il y a quelque 20 ans, il employait 40 personnes pour travailler ses 400 hectares. Aujourd'hui, il n'en emploie plus que 4 sur ses 800 hectares (productivité multipliée par 20) ! Le reportage montrait aussi l'un de ces petits propriétaires qui avait vendu et qui se désolait de voir que les quelques bosquets qui, avant, égayaient ses terres, étaient, sans état d'âme, rasés par l'acquéreur : rendement oblige !

En plus, ces gros céréaliers pompent les nappes phréatiques, qu'ils polluent avec leurs engrais. Rendement là encore : toujours plus !

Le cas des producteurs de fruits et légumes, et en partie des éleveurs, est différent, surtout pour les petites et moyennes exploitations. A l'inverse des céréaliers, la main-d'œuvre, même si elle est saisonnière et mal payée, pèse sur les prix. Et surtout, la concurrence de certains pays où les ouvriers sont moins bien payés, (Espagne, Portugal...) fait chuter les prix au-dessous du prix de revient : d'où pertes, destructions des produits et manifestations, souvent violentes, que tous les gouvernements - élections obligent - ne condamnent que plutôt mollement. Si les ouvriers, dans leurs usines ou dans la rue, se livraient à une telle casse, quel concert de condamnations entendrait-on dans les médias "bien pensants," c'est-à-dire presque tous !

Pourtant, les revenus paysans, dans leur ensemble, sont bien les seuls à avoir augmenté de 15 à 20 % ces dernières années.

« Même sans amélioration notable des rendements, les récoltes possibles suffiront à satisfaire les besoins des neuf ou dix milliards d'humains prévisibles. Le vrai problème concerne la juste répartition de cette production. »
A. Jacquard.

Certes, chacun doit pouvoir vivre décemment, surtout lorsqu'il fait un dur labeur. Mais il faut savoir ce qu'on veut : la plupart des gens de la terre se réclament du libéralisme et, pour la plupart, votent à droite. Or, non seulement ils sont assurés de percevoir 50 % de leurs revenus en subventions, mais encore ils réclament des aides supplémentaires dès que le prix de telle ou telle denrée est en baisse ! Ils touchent des subventions européennes mais ils agressent les camions des pays étrangers, même ceux qui appartiennent à la communauté européenne, ils les vident de leurs produits - viande, fruits ou légumes - qu'ils brûlent ou rendent impropres à la consommation. On cherche en vain où se situe le libéralisme dans tout cela !

C'est d'ailleurs le même état d'esprit qui règne dans les grands groupes industriels "libéraux" qui vivent pour une bonne part des marchés de l'État.

En réalité, pour l'agriculture, le problème est simple et souvent mal perçu, voire ignoré du public. S'il fallait pratiquer la vérité des prix des produits agricoles, il faudrait, pour que les salariés puissent se nourrir correctement, augmenter les salaires, et surtout les plus bas salaires (plus de la moitié), de 30 à 40 % pour certains, voire plus.

C'est pourquoi tous les gouvernements des pays développés, États-Unis compris, mais sous d'autres formes qu'en Europe, ont préféré subventionner une catégorie de producteurs qui ne représente plus que 2 à 3% de la population active. Sinon, aucun des produits et services des quelque 20 millions de salariés en France ne serait compétitif au niveau mondial. Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que ces subventions, qu'elles viennent de Bruxelles ou de Paris, sont financées par tous les contribuables. Autrement dit, lorsque nous payons un prix P pour un produit, il faut y ajouter un pourcentage X non négligeable.

Tous nos gouvernements se flattent du poids des produits agricoles dans nos exportations. La réalité est plus terre à terre : 50 milliards en 1996 de produits exportés, mais avec 164 milliards de subventions globales à l'agriculture. Ainsi, dans ses dépenses directes pour son alimentation, chaque Français, comme chaque Européen, doit ajouter sa part des 164 milliards qu'il paie en impôt.

Le plus scandaleux dans ces subventions étant la part versée pour ne pas produire !

André Prime.

Anatomie d'un non-demandeur d'emploi

Lorsque je lis dans le numéro 972 de votre revue, qu'un responsable syndical considère que le travail est *le vecteur principal, pour ne pas dire exclusif, de l'intégration des individus dans la société*, je me dis que je dois être anormal...

En effet, voilà maintenant plus de cinq ans que je suis chômeur-RMIste et, franchement, le travail ne me manque pas le moins du monde. Dès qu'il a disparu, happé par une liquidation pas même judiciaire, je me suis lancé dans une activité qui m'attirait depuis longtemps : l'écriture. Depuis, j'ai écrit deux romans et j'en achève un troisième. Il m'arrive aussi d'écrire des articles, comme celui-ci, pour des revues militantes. Quand je n'écris pas, je lis, surtout des ouvrages ayant trait au thème du roman en cours d'écriture. Et quand je ne lis pas, je cultive encore mon jardin... mais écologiquement! Oh, bien sûr, il m'arrive quelquefois de m'ennuyer, lorsque je n'ai ni envie d'écrire, ni de lire, ni de bricoler. Alors, je m'assieds et j'attends que ça passe; j'ai le droit à la paresse.

La seule ombre au tableau, c'est la pérennité de ma situation. Si j'étais sûr de recevoir ma vie durant un revenu de citoyenneté décent, tout serait pour le mieux. Or, ce n'est pas le cas. Comme me le faisait remarquer en début de semaine la "travailleuse" sociale en charge de mon dossier, dans le RMI, il y a le mot "insertion" et faute d'une recherche active d'insertion, je risque fort de ne plus être RMIste longtemps. Par ailleurs, divorcé, père de deux enfants et vivant seul, les 2.300 F de RMI et l'allocation logement ne suffisent pas à payer la pension alimentaire, le loyer, les charges, les dépenses courantes et les frais liés à la possession d'une (vieille)voiture. Heureusement pour moi, ma mère, institutrice retraitée, pourvoit régulièrement au déficit mensuel. Mais, comme le RMI, cette solution reste précaire ; et cette précarité nourrit en moi une angoisse latente qui s'extériorise au travers d'une hypertension artérielle. Cette ombre au tableau s'agrandit au contact de certains membres de mon entourage, de ceux qui considèrent, à l'instar du responsable syndical précédemment cité, que seul le travail permet à l'individu de s'intégrer dans la société. Ceux-là me font sentir que je ne suis pas un homme véritable, mais un assisté de l'humanité... travailleuse, doublé d'un père indigne. Ils créent, au moins à leur niveau, mon exclusion. Et, même si je me défends d'être sensible à leurs sous-entendus, ils n'améliorent en rien le stress qui m'étreint.

Car j'ai certes besoin d'intégrer la société! Les livres que j'écris vont d'ailleurs dans ce sens : ils traduisent un désir d'être compris, accepté, reconnu. Ce qui est loin d'être le cas : la société du travail n'accorde guère de reconnaissance aux détracteurs de son système. J'ai auto-édité mon premier livre avec l'aide financière de mes proches ; le second, faute de moyens et d'éditeur est toujours à l'état de manuscrit; quant au troisième...?

La cinquantaine aidant, mon cheminement actuel m'amène à dispenser l'amour auprès de ceux qui en ont besoin. Voilà une activité intégrante et valorisante qu'un revenu social placerait à l'abri des contingences matérielles. Jusqu'à présent, seuls les prêtres sont rémunérés pour le faire. Mais est-il vraiment indispensable de mêler la religion à l'amour?

Yves Emery.

Des emplois ? On en trouve !!

Vous pensiez sans doute que faire la charité est bien simple : vous faites par exemple un chèque à l'ordre d'une association caritative...

Ringards ! C'est beaucoup trop facile. La charité ne doit plus s'improviser ! Il y a maintenant des professionnels pour vous apprendre, pour vous conseiller, pour vous servir d'intermédiaires.

Bien entendu, ils se font payer pour ça. Et on dira qu'ils ont raison : la preuve, c'est que c'est un nouveau métier et qu'il rapporte.

L'exemple vient, bien sûr, des États-Unis. Il y a, rapporte le *New York Times*, de riches Américains capables de dépenser jusqu'à 20.000 US \$ (soit 120.000 F) pour qu'on les aide à se débarrasser de leur argent. Ils font appel pour cela à des "prestataires de services", dont le genre a fait son apparition il y a quelques années, et qui organisent pour eux et à leurs frais, évidemment, des "stages", des "ateliers", des séances de psychothérapie et des "expériences sur le terrain" (le journal ne précise pas s'il s'agit de voyages organisés pour aller voir la misère sur place, il faudrait financer une enquête pour le savoir).

La Fondation Rockefeller, preuve qu'elle est à la pointe du "progrès" a, du coup, ouvert un cours de philanthropie pratique : voilà une discipline qui a de l'avenir.

Les Américains, eux au moins, savent créer de nouveaux emplois !

Et vous direz encore qu'il n'y a pas de sots métiers !

Kily.



André écoutait un jour la radio. Distraitement peut-être... Deux auteurs avaient été invités à parler de leur livre. Leur titre¹ lui avait rappelé Appolinaire, à moins que ce ne soit "*l'horreur économique*". Il avait vaguement retenu les noms des auteurs : Philippe Labarde, membre du CSA², qui fut chef du service économique et directeur de l'information du *Monde* ; et Bernard Maris, oncle Bernard dans *Charlie-Hebdo*, celui qui reçut le prix du meilleur économiste³ en 1995... mais avait noté que la préface était de Serge Halimi. C'est à la fin qu'il a vraiment dressé l'oreille quand l'interviewer s'est étonné qu'après avoir fait une analyse critique pertinente de l'ultralibéralisme, les auteurs ne proposent pas de solution aux maux qu'il engendre. Et là, il fut stupéfait d'entendre l'un d'eux avancer «le nom d'un économiste, Jacques Duboin, qui avait élaboré une doctrine en ce sens».

Le débat s'arrêta sur ce constat, mais la surprise d'entendre citer Duboin incita André Prime à acheter le livre. Et comme il estime que ses 200 pages sont toutes dignes d'intérêt, il encourage maintenant nos lecteurs à lire toutes les vérités fortes qu'il contient. Mais il s'est efforcé de choisir pour nous quelques réflexions types, susceptibles de nous servir d'arguments :

Jolie, la guerre économique ?

1. "Ah Dieu !
que la guerre
économique
est jolie !"
aux éditions
Albin Michel.
2. Conseil
Supérieur de
l'Audiovisuel
2. Est-ce pour cela
qu'il refuse
de répondre
à tout courrier
venant de la
Grande Relève ?

Parmi les extraits que j'ai sélectionnés, commençons par ceux de la préface de S.Halimi. *Vingt ans que les maîtres de l'univers essaient d'effacer deux siècles!... Ils ont voulu prendre leur revanche sur les deux siècles de conquêtes sociales et démocratiques qu'inaugura la Révolution Française* Après avoir cité François Furet, ex-communiste passé totalement à droite ("*nous sommes condamnés à vivre dans le monde où nous vivons*" a-t-il dit), Halimi décrit *ce monde qui a donné à la France sept millions de chômeurs et de salariés précaires, et à la planète un milliard de sans-travail*, alors que *ce n'est pas rien de savoir que depuis 1974 et la crise, en France, la production de richesses a augmenté de 70 % alors que le nombre de chômeurs a été multiplié par sept*. Les gouvernements de tous bords, pressés par les marchés ou à leur service, ont donné le feu vert au dumping social, cautionné le rapt par le capital d'une part croissante du revenu national... Tiers mondialisation des nations, uniformisation du monde et cloisonnement des hommes, le système qui fonctionne à l'exclusion est désormais bien en place. *Presque tout a été donné aux uns ; beaucoup a déjà été repris aux autres. L'essentiel du "sale boulot" a donc été accompli... Accompli. Et servi par ceux qu'Halimi appelle les journalistes de marché, économistes domestiqués, penseurs mercenaires...*

* * *

Les auteurs étudient longuement "*L'entreprise mondiale, la World Company*", son empire sur l'économie et les gouvernements, son faux libéralisme quand il s'agit de capter les marchés d'États. Voici quelques passages marquants:

- *Les pays pauvres sont les bernés de la mondialisation. De pauvres, ils deviennent misérables, comme les chômeurs des nations deviennent des exclus et des clochards...*
- *Les 200 plus grosses firmes de la planète représentent le quart de l'activité mondiale. L'activité financière, 50 fois l'activité réelle.*

- *La guerre a rarement fait disparaître les puissants, si elle a toujours saigné les pays.*

Les auteurs dénonçaient déjà l'AMI avec virulence (pages 87 et 88).

- *Les banques engagées dans la gabegie des prêts au Tiers monde et dans la mondialisation sont secourues par le contribuable en cas de besoin* (les auteurs rappellent les soutiens massifs aux banques, en France actuellement, et aux banques et aux caisses d'épargne en 1984 aux États-Unis où la dette fédérale est passée de 906 milliards de dollars en 1980 à 4.061 en 1992, et à 6.000 en 1997... mais rapportent aux "sous-criteurs" des intérêts faramineux).

- *C'est donc ...le capital financier qui se sent habilité à faire valoir ses droits et non plus le capital industriel...qui, vassal du capital financier, transfère cette charge sur les salariés en comprimant la part de la valeur ajoutée qui leur est dévolue, soit en les chassant, soit en baissant leur part. Ces deux phénomènes sont concomitants et loin d'être achevés... Le capital financier mène une guerre très particulière : il veut que l'argent fasse de l'argent, point... Entre 1982 et 1996, l'indice Dow Jones passe de 1.000 à 6.000. Il est vrai que sur le billet vert est gravé : "Nous croyons en Dieu".*

Mais quel dieu ?

- *La mondialisation à la mode libérale est la mise en coupe réglée du bien public..., le saccage des caisses de Sécurité Sociale et l'anéantissement du droit du travail. Ce que l'on conte comme un progrès est une régression de deux siècles. Retour au libéralisme le plus brutal, celui d'un Malthus (que les lois sur les pauvres créent les pauvres qu'elles assistent !), d'un Burke, d'un Franklin, d'un Pareto (à celui qui a su gagner des millions, que ce soit bien ou mal, nous donnerons 10 sur 10 ; à celui qui arrive tout juste à ne pas mourir de faim, nous donnerons 1 sur 10).*

Les auteurs ne résistent pas, moi non plus, à l'envie de citer Alain Minc : *Le totalitarisme des marchés financiers ne me réjouit pas. Mais je sais qu'il existe et je voudrais que toutes les élites* ● ● ●

• • • *le sachent. Je ne sais pas si les marchés pensent juste, mais je sais qu'on ne peut penser contre les marchés...* Les 100.000 analphabètes qui font les marchés, si vous ne respectez pas un certain nombre de canons aussi rigoureux que les canons de l'Église, peuvent mettre en l'air l'économie d'un pays. Les experts sont au moins les propagandistes de cette réalité. Énorme ! Cela vaut son pesant... de Minc et de libéralisme. Si 100.000 analphabètes, en gros le club de Davos, mènent le monde, qu'attendent 6 milliards d'êtres humains pour les empêcher de nuire ?

* * *

Labarde et Maris fustigent les gouvernements "de gauche" qui ont en fait parfaitement géré l'économie libérale au nom du rétablissement des grands équilibres dont était évidemment exclu l'emploi considéré implicitement comme la variable d'ajustement.

Il n'y avait plus qu'à réconcilier les Français avec l'entreprise qui crée les seules vraies richesses pour compléter ce Waterloo de la pensée économique (de la gauche de Mitterrand).

L'emploi, alors qu'il vient en tête des préoccupations des salariés, ne fait pas partie des grands équilibres. Et pour cause... mais il faut dénoncer cet "oubli" avec force.

Sur le plan de l'analyse, pour ne pas faire trop long, soulignons que les auteurs n'hésitent pas

à dire que les progrès techniques réduisent le temps de travail, et que ceci devrait bénéficier à tous et non se traduire par un chômage croissant. Ils citent Viveret et Robin. Ils dénoncent le social-libéralisme des gauches "modernes" actuellement au pouvoir et condamnent sans appel Tony Blair qui déclarait : *Nous préserverons la flexibilité actuelle du marché du travail, même si cela fait frissonner certains.* Et même si le nombre des pauvres est passé de 5 à 13,7 millions entre 1979 et aujourd'hui.

* * *

En épilogue, les auteurs appellent à la résistance : *Nous sommes en 1917. L'heure des mutineries a sonné. C'est fini : on ne supporte plus qu'on nous dise que la Bourse c'est "pour nous"... Assez de me faire croire que je dirige les fonds de pensions qui dirigent la Bourse. Assez de se moquer de moi... Tout citoyen... en tant que cohéritier a droit à un minimum décent*⁴.

Le capitalisme voudrait restaurer le pire asservissement au travail qu'il est en train d'abolir.

Ils reprennent cette réflexion, déjà citée dans la Grande Relève, du milliardaire boursicoteur Georges Soros : *Le principal ennemi de cette société, ce n'est plus le communisme, mais bel et bien le capitalisme..*

4. Nous soulignons cette phrase parce que nos lecteurs la reconnaîtront certainement.

André Prime.



s a c r é s
e x p e r t s !

Nouvelles du Royaume-Uni

Dans notre dernier numéro, nous annonçons les Troisièmes Rencontres Annuelles que devait tenir à Londres le *Christian Council for Monetary Justice*, consacrées en grande partie à la nouvelle forme d'esclavage à laquelle sont soumis les pays du Sud par le système monétaire international.

Voici la traduction du rapport (bref mais plein d'humour anglais) que nous avons reçu sur ces rencontres :

Le soir du 3 juin dernier, les réformateurs monétaires ont, au nom des opprimés, commencé leur combat à la Chambre des Communes, cette même Chambre qui proclama en 1834 l'abolition de l'esclavage. Un évêque et deux "saints" s'attaquèrent au sado-monétarisme qui refuse toute dignité à la plus grande partie de la population mondiale.

L'évêque de Worcester dénonça la faillite permanente des chrétiens face au problème de l'usure. Il souligna que le Judaïsme et l'Islamisme ont tous deux des règles strictes contre l'usure mais que la chrétienté l'a banni pour les chrétiens mais l'a permis aux Juifs, ce qui a conduit à ce qu'en son temps le Pr. Jacob Neuser a appelé la *Tragédie Européenne*.

La valeur de l'homme ne sort pas d'un portefeuille. La monnaie doit être contrôlée et désacralisée.

Saint Michel — alias M. Rowbotham, le secrétaire du CCMJ — fit ensuite un survol méthodique de l'état de la dette. Il la décrivit en détails et, ce qui est très important, conclut en montrant mathématiquement que la dette ne

peut être remboursée qu'en créant encore plus de dette. Ce qui a pour conséquence inévitable de rendre en permanence les pays du Tiers monde esclaves de cette dette. C'est de mauvais augure pour le Royaume-Uni où le niveau de la dette publique et privée est élevé.

La charge finale fut menée par Sainte Suzanne, c'est à dire par Susan George. Cette éminente économiste rappela brièvement son long combat pour faire figurer le problème de la dette dans l'agenda politique... et fit rire l'assistance en lisant un rapport de la Banque Mondiale qui affirmait que le problème de la dette était sur le point d'être résolu, ... avant de révéler que ce rapport datait d'il ya dix ans! L'un des rares députés présents témoigna de son intérêt pour ce problème, relancé par le secret sur l'AMI qu'il a lui-même vigoureusement dénoncé aux Communes l'année dernière.

La séance du lendemain sur les taux d'intérêts montra à l'évidence que la présente assemblée n'était pas une réunion d'utopistes isolés.

N'est-il pas plus utopique encore de s'obstiner à rester dans un monétarisme dont les échecs sont devenus catastrophiques ?

Le dialogue qui se développe sur Internet montre qu'en dehors des medias bien au chaud qui défendent le statu-quo, une innombrable bande d'activistes commence à contrer ce que la canadienne Linda McQuaig a appelé le "*culte de l'impuissance*". N'était-ce pas Shelley qui encourageait la révolte en disant «*Vous êtes nombreux, ils sont peu*»?

Par courrier électronique nous avons également reçu cet autre message récent et encourageant :

« Je ne suis habituellement pas surpris par ce que qui se dit dans les différents sites que je consulte sur Internet, mais je l'ai été par le contenu de celui de la Grande Relève. Et je vois qu'il reste un espoir. En fait, la plupart des gens n'ont aucune idée de ce qui se trame sur cette planète en matière de contrôle économique. Et quand les gens ne comprennent pas, ils ne sont évidemment pas prêts à changer quoi que ce soit!

Le livre de Rifkin, "*La fin du travail*", est une excellente description de l'état de l'avancement technologique. Mon avis personnel sur cet auteur est que, bien qu'il soit brillant, il n'a pas la moindre idée de ce qui pourrait être fait pour inverser la tendance qu'il décrit si bien dans son livre.

... Le pouvoir et la puissance économique sont très mal répartis sur terre. C'est évident. Les rênes du pouvoir sont aujourd'hui entre les mains d'un très petit nombre de banquiers internationaux, qui contrôlent les responsables politiques et la monnaie dans tous les pays du globe. Et donc, la misère, la faim, l'augmentation de la délinquance, les déséquilibres écologiques, les maladies, ...l'apathie générale sont en très grande partie dues à ces "banqsters" (banquiers-gangsters). Ainsi l'humanité reste-t-elle pauvre et affamée, tandis qu'une élite travaille de plus en plus dur parce qu'elle n'a pas trouvé d'autre solution pour maintenir son opulent niveau de vie.

...L'IPAC (International Peace and Alliance Council) a son plan conçu pour aider à la création d'un système économique équitable et fait pour l'homme. Nous vous le ferons connaître en temps utile pour que vous le fassiez paraître dans La Grande Relève. »

Hosel Jurme, International Peace and Alliance Council.

Les vraies questions

Le dernier dossier sur la monnaie paru dans le n° 976 me semble marquer un pas important, sinon dans la réflexion distributive elle-même, du moins dans la manière de la communiquer.

Au delà de la poursuite d'un idéal social, la confrontation avec une réalité économique qui trouve aussi sa traduction dans le langage comptable me paraissait inévitable.

A cet égard, les réajustements apportés par Lucien de Somer aux contestations de Pierre Aunac sont pour moi tout-à-fait fondées. Et Arthur Lerry n'a pas tort d'enfoncer le clou en rappelant que l'instantané statique d'une situation de trésorerie n'a rien à voir avec le fond de roulement, notion dynamique pouvant s'exprimer à travers, soit un besoin, soit un excédent, selon que l'entreprise est orientée à la croissance ou au contraire «réduit la voilure», par exemple dans une stratégie de recentrage, et ceci au moyen d'une réalisation d'actifs ou de licenciements, parfois des deux. En revanche, je ne suivrai pas Arthur Lerry dans son arbitrage, lorsqu'il met en doute la thèse selon laquelle le progrès technique ne générerait de chômage que dans une situation figée, notamment dans un pays, en l'occurrence le nôtre, où il serait si difficile de créer des entreprises, et ceci pour deux raisons :

- la création d'une PME, si elle ne bénéficie plus d'un contexte de croissance aussi favorable que naguère, n'a jamais fait l'objet d'autant d'encouragements financiers et autres facilitations, du moins dans le secteur secondaire et une partie du tertiaire industriel,
- il ne s'agit cependant pour l'essentiel que d'un renouvellement partiel du tissu économique et des emplois. C'est un fait que Rifkin a fait apparaître avec une aveuglante clarté.

Quelle que soit la volonté des hommes de créer sans cesse de nouvelles activités, produits ou services, ne serait-ce que sous la contrainte d'une perte d'emploi, et l'écho que trouvent encore leurs innovations auprès d'un public qui reste, même si de moins en moins, avide de changements superficiels, cela ne suffit plus à compenser les milliers de licenciements qui s'opèrent chaque jour dans le pays. A moins d'une nouvelle guerre mondiale, que personne (ou presque...) ne souhaite, la tendance lourde se poursuivra. Parler alors, comme le fait A.Lerry, de «l'aspect dynamique de l'économie réelle» pourrait bien n'être qu'un lapsus révélateur, si tant est qu'un «aspect», ce n'est rien d'autre qu'une «apparence» ...

Les dix dernières lignes de la réponse de L. de Somer résument parfaitement, dans son appel

à une étude systémique, la problématique globale qui mériterait toute l'attention des politiques. A supposer que gouverner, ce soit toujours prévoir, ce dont on peut raisonnablement douter.

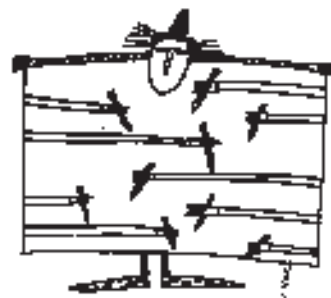
Faudra-t-il un jour leur rappeler l'article 35 du Préambule de la Constitution de l'An I ? «*Si le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, ou pour toute partie du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.*»

A propos de l'article de J-P. Mon sur la BCE, cette nouvelle «planche à euros», ce n'est pas le moindre paradoxe que de voir les universalistes chers à D.Kessous camper sur le même terrain que les électeurs du Front national : de récents sondages montreraient en effet que la défiance vis-à-vis de l'euro n'est plus majoritaire que chez eux. Même les électeurs communistes (et j'ai pourtant fait moi-même campagne avec le PCF pour un référendum sur l'euro...) ne semblent plus influencés, c'est le moins qu'on puisse dire, par la position officielle de la Place du Colonel Fabien.

D.Kessous, qui avait déjà rangé sous la bannière universaliste (les moins mauvais des utopistes, merci !) distributistes, syndicalistes, écologistes ... et même des socialistes ! va-t-il aussi devoir faire de la place aux ultra-nationalistes ?

Merci enfin à J-Cl. Pichot, à la suite de Michel Serres, de nous avoir éclairé sur la «percolation» et d'avoir cité les propos de Jacques Robin dans Transversales, sous la forme de la seule question qui vaille pour les décennies à venir : face à l'imminence d'une mutation aussi décisive pour l'espèce humaine que celle qui l'a propulsée du paléolithique au néolithique, que les hommes vont-ils faire de leur vie ? et, question subsidiaire, que vont-ils faire de l'argent, leur poison préféré ?

Georges Pons.



Nous recommandons à nos lecteurs la revue

S I L E N C E

écologie, alternatives et non-violence

9, rue Demenge 69004 Lyon

et tout particulièrement son double numéro (233-234).

Cette revue est un gros pavé, un peu long à lire, mais bourré d'informations relevant de l'écologie et tout particulièrement des dangers du nucléaire, même «civil».

Ce numéro d'été présente une série d'articles regroupés sous le titre «*La nature, à protéger ou à aimer ?*»

Autre réaction à la suite du dossier sur la monnaie de notre N° 976 d'avril 1998, celle de P.Aunac, l'auteur de l'article que nous avons intitulé "Les marges sont-elles ouvertes dès la production ?"...

J'ai vu avec plaisir que le texte que je vous ai envoyé a été publié dans votre revue. Ce n'est pas si fréquent et cela mérite d'être souligné, Je suis heureux... de constater que L.de Somer est d'accord avec le point essentiel de mon analyse, puisqu'il reconnaît que : « Bien sûr, comme le dit M. Aunac, au total la capacité d'achat de l'ensemble des agents économiques est inchangée ». Mais, à nouveau, pourquoi ajouter : « Je n'ose croire que M. Aunac admette que cette capacité d'achat inchangée puisse réjouir le chômeur et l'exclu ». Croyez bien que, comme vous, je déplore cette situation et cherche les moyens d'y remédier. Mais ce n'est pas l'objet du débat ! Celui-ci porte, en l'occurrence, sur tout autre chose : sur la recherche de la cause de la diminution de la demande qui alimente le chômage. Je suis d'accord avec le fait que la fracture sociale s'accroît, en ce moment, en même temps que le PIB. La raison provient peut-être du glissement de notre production vers des produits à haute technologie et de l'abandon à des pays tiers de productions moins nobles qui emploient une main-d'œuvre moins chère. On comprend, en effet, que si nous abandonnons une partie de notre industrie textile par exemple pour des productions de pointe comme l'espace, où le salaire est deux fois supérieur, la même production en valeur sera assurée avec deux fois moins de main-d'œuvre. Certes, je comprends qu'un pays doive rester dans la course et stimuler l'innovation ; mais la globalisation et la répartition internationale du travail doivent être contrôlées pour en limiter les effets dommageables pour l'emploi...

Pierre Aunac

Djémil Kessous tient à revenir ici sur deux points à propos des réactions suscitées par son papier publié dans notre *tribune libre* du mois de mai (N°977, p.9):

Lorsque j'ai découvert la Grande Relève en 1993, j'ai immédiatement été séduit par une approche économique généralement absente dans tout le reste du mouvement socialiste et, malgré quelques divergences que je considère comme secondaires, je me suis aussitôt engagé à fond dans ce courant. Ce qui m'a le plus captivé dans l'E.D., ce sont les deux thèses centrales, clairement affirmées, selon lesquelles : 1) chaque être humain doit se voir assuré par la société un revenu décent durant toute son existence, en échange de quoi, 2), il doit se libérer de ses dettes en accomplissant un service social. En revanche, je n'ai jamais caché mes réserves en ce qui concerne les thèses monétaires soutenues par les distributistes classiques, ceci dès mes premiers

Réponse. La capacité d'achat de l'ensemble est inchangée, admettait L.de Somer, mais il ajoutait que, toutefois, certains crèvent tandis que d'autres ne savent où investir leurs gains...

La diminution de la demande est-elle la cause du chômage... ou bien le chômage est-il la cause de la diminution de la demande ?

Quelle que soit la répartition internationale du travail de production, source actuelle d'inégalités, il reste que globalement, du fait du développement de nouvelles technologies nécessitant de moins en moins de main d'œuvre, le nombre total d'heures de travail humain nécessaires à la production des biens de consommation ne cesse de diminuer.

Tant que la demande sera limitée par le travail fourni, les dégâts ne pourront qu'augmenter... Faut-il donc toujours créer de nouveaux besoins, pour inventer de nouveaux emplois, au risque de piller la planète et compromettre son avenir ?

Ne serait-il pas plus sage de chercher une autre façon de réguler le pouvoir d'achat, autrement qu'en le subordonnant à l'emploi (et parler, comme vous le faites à *Chômage et Monnaie*, "d'effets dommageables pour l'emploi") ? De repenser la distribution des fruits abondants d'un travail qui diminue, plutôt que toujours chercher la croissance comme une panacée, a priori ? Pour nous, c'est là l'objet du débat. Mais c'est un aspect inhabituel de voir les choses.

articles publiés dans la G.R. L'école de l'E.D., à mon sens, a le grand mérite de poser le problème de la monnaie, elle soulève cette question. L'histoire dira si elle l'a résolu.

Il est dangereux d'écrire, comme le fait d'emblée Marie-Louise Duboin dans l'éditorial du n° 977 de mai 1998 : « Nos propositions d'économie distributive forment un ensemble cohérent que la plupart des esprits non bornés arrivent à concevoir (...) », car cela peut laisser penser qu'il y a beaucoup d'esprits bornés en France, cela pourrait enfermer le petit groupe des distributistes classiques dans une doctrine rigide en rejetant tous les autres. Nous sommes un certain nombre à penser que nous avons des propositions cohérentes, mais, en dernier

• • •

• • • ressort, nous devons nous incliner devant l'histoire qui arrêtera le "degré de cohérence", en quelque sorte, de chacune de ces propositions. Je dois ici faire une précision, mes propos ayant été dénaturés : contrairement à ce que suggèrent Marie-Louise et Guy Oostenbroek, je n'écris pas que deux types de monnaie puissent cohabiter, l'une capitaliste et l'autre distributive ; je soutiens qu'une monnaie classique : circulante, thésaurisable, mais contrôlée et émise démocratiquement, peut servir à la distribution des richesses tout en coexistant avec un large secteur gratuit. Il est étonnant que Marie-Louise et quelques autres trouvent ce point de vue "incongru", "éloigné" des thèses distributistes car, en fait, il est très proche de l'E.D. classique, bien plus que celui de certains auteurs cités dans les colonnes de la Grande Relève et qui ne remettent nullement en cause le système, sa monnaie et ses modes d'émission et de contrôle.

Djémil Kessous.

RÉPONSES. • Non, il n'y a pas seulement deux "thèses centrales" dans l'économie distributive. Il y en a une troisième : la monnaie de consommation ou monnaie distributive, dont le rôle est d'assurer l'équilibre entre les deux premières, le revenu et la participation.

Sans elle, il s'agit de REDistribution de revenus capitalistes, mais pas d'économie distributive.

Bien sûr, ce troisième aspect est le plus original et donc le plus difficile à défendre. Il est relativement facile de trouver des gens qui aspirent au partage du travail, et/ou à une distribution plus juste des richesses, d'autres au respect des ressources naturelles, à la reconnaissance des activités utiles, etc. plus rares sont ceux capables d'imaginer comment un changement dans la nature de la monnaie permettrait de parvenir à cet ensemble.

C'est pour cela que nous ne sommes pas de ceux qui disent "nous devons nous incliner devant l'histoire". Notre action consiste à informer, à expliquer pourquoi ces trois aspects sont liés, comment ils s'articulent, comment il est possible de les réaliser. En répondant aux objections soulevées par

ceux qui n'en voient qu'un ou deux des aspects, en insistant sur la cohérence des trois "thèses centrales", nous prouvons que ce que nous offrons c'est un véritable projet de société, porteur d'espoir.

Pardonnez-moi d'avoir supposé qu'il existe des esprits bornés en France. Il n'empêche que les gens qui rejettent nos idées d'emblée, en les qualifiant de rêves irréalisables, nous paraissent conditionnés. On dirait qu'ils refusent de voir en quoi la situation actuelle ne peut plus durer, qu'ils pensent que certaines habitudes ne pourront jamais changer parce qu'à leurs yeux elles sont comme des lois de la nature, alors que ce ne sont que des conventions humaines, et même relativement récentes.

Il est tout à fait naturel que nous défendions notre point de vue dans ce débat, mais en nous qualifiant de "petit groupe de distributistes classiques" (merci de ne pas nous avoir traités d'orthodoxes), Djémil présente nos efforts d'explication comme si notre seul souci était de défendre une "doctrine", un catéchisme fermé à toute discussion et à toute évolution. La preuve du contraire c'est d'abord le fait que notre tribune est ouverte aux contradicteurs et que nous citons ces "certains auteurs qui ne remettent pas en cause le système", selon ses propres termes.

Et c'est aussi le fait que nous avons été capables d'évoluer : nous avons adapté l'analyse et les propositions de Duboin à l'actualité. Nous avons compris que l'organisation centralisée, étatique, qu'il a décrite, faisait penser au stalinisme, et qu'il y a toujours confusion entre état utilitaire et état totalitaire. C'est ce qui nous a amenés à imaginer une organisation en réseau, introduisant la démocratie dans l'économie par les **Contrats Civiques**. De même, nous ne parlons plus, comme le faisait Duboin, de trois périodes dans la vie (formation, activité et retraite) mais nous proposons de donner, toute la vie, la possibilité à chacun de choisir et même de combiner, ces trois types d'activité.

C'est bien par des débats sur les idées, en écartant toute polémique sur les personnes, que nous avons évolué, dans l'esprit de l'économie distributive, c'est à dire à partir de ses trois bases fondamentales indissociables.

M-L D.



« Le rôle des banques est devenu si important que l'objet qu'elles produisent ou manipulent - la monnaie - est devenu une véritable idole, un nouveau dieu infiniment plus puissant que tous les autres ». Albert Jacquard

D.Kessous est aussi à l'origine de la réflexion suivante, à propos du RU, le Rassemblement Universaliste, et de son bulletin L'Universaliste, qu'il a fondés en publiant son livre L'Universalisme, livre que nous avons présenté à sa sortie.

Je pense qu'avec Djémil Kessous on ne s'est pas compris. Moi je veux avoir une vision générale, pour situer l'économie distributive par rapport aux autres mouvements. C'est utile quand on est amené

à discuter avec des gens divers. Mais lui veut juste faire feu de n'importe quoi "pour ratisser large". Par exemple, dans l'Universaliste N°12, il fait de la pub pour le PPACS et Sylvio Gesell qui • • •

- • • *“rejoignent aussi la philosophie universaliste”. Or l'économie franche n'est pas compatible avec l'économie distributive !*

Si je vois des points communs avec d'autres doctrines, il y a aussi des différences, les anachistes diront “à bas l'argent”, à propos de la monnaie distributive, les créditistes diront “c'est du communisme” à propos du contrat social, les marxistes seront vexés qu'on puisse “améliorer Marx”. Or, au rassemblement universaliste, les différences sont tabous : « les progressistes vont tous dans le même sens, portés par l'expression majeure du mouvement social »... En plus, ils veulent “militier” pour le mouvement universaliste !

Pour moi, c'est une chose impossible.

Déjà, rien que l'économie distributive est un sujet presque trop vaste, si on veut sérieusement l'expliquer aux autres...(En général, mais pas toujours, cela dépend des personnes, “j'attaque” sur la monnaie avant d'élargir à l'économie distributive proprement dite.)

Même si on a un tableau général de la situation, il faut savoir parfois le garder pour soi...Par exemple, mon père a expliqué certaines choses, depuis au moins un an, à un ami, entre autres, et qui s'est abonné. Or moi, j'aurais pu tout foutre en l'air en cinq minutes, rien qu'en prononçant certains mots comme marxisme, communisme libertaire, etc. Est-ce que ça n'aurait pas été dommage ?

Ce n'est pas de l'hypocrisie, c'est de la pédagogie.

C'est comme pour la guitare : on ne peut pas tout savoir d'un seul coup, il faut assimiler les choses progressivement, c'est un travail à long terme. Certains élèves abandonnent en cours de route. Il faut savoir se mettre à leur portée, donc on ne dit pas forcément la même chose de la même manière à tout le monde, etc.

Et si on présente plein de mouvements en vrac, on provoque la confusion.

Dans le RU, on mélange tout. Il n'y a aucun effort de synthèse, même dans le livre, pour qu'on puisse s'y retrouver.

J-P P, Château-Renault

Il y a effectivement une grande ambiguïté dans le terme d'universalisme que Djémil a choisi. Nous avons pensé, au début, que son intention était de montrer à tous les groupes dont il parle ou auxquels il se réfère, qu'ils avaient tous en commun une même intention qu'on pourrait plutôt qualifier d'*humaniste*, en ce sens que leur action concerne toute l'humanité, sans aucune discrimination, et que c'est un véritable progrès qu'ils cherchent pour elle : les espérantistes prônent une langue qui soit parlée par tous les hommes pour qu'ils se comprennent mieux, les pacifistes veulent la paix dans le monde entier, les mondialistes refusent toute barrière entre les peuples, et les distributistes considèrent que nous sommes tous, et au même titre, cohéritiers de la richesse de la planète. Il est donc tout à fait souhaitable qu'ils se connaissent et aient entre eux de bonnes relations. Ce qui était d'ailleurs le cas depuis

bien longtemps, avant qu'existe l'*Universaliste*, d'autant que de nombreux abonnés de *La Grande Relève* sont aussi mondialistes, pacifistes et/ou espérantistes.

Il semble bien que la tendance à vouloir confondre les projets dans l'*Universaliste* soit un facteur de confusion dans l'exposé de thèses qui sont originales.

Être clairs dans l'expression de ce que nous défendons est d'autant plus nécessaire. Nous avons tous à gagner à cette clarté.

À ce sujet, on ne peut qu'être admiratif devant celle dont notre lecteur fait preuve, et de son remarquable (et rare) souci de pédagogie.

* **

En tant que catholique pratiquant, je ne peux taire la vérité cachée, et j'espère voir un jour ATD-Quart Monde, la Vie Catholique et les évêques de France faire alliance pour soutenir la Grande Relève et le service de l'économie distributive.

D.W., Ribeaupvillé.

Tenant à ce que nos analyses soient le plus objectives possibles, nous avons pour principe d'éviter toute mention à des croyances religieuses. Nous étendrons donc le souhait manifesté par ce lecteur à celui qui nous a été adressé par l'auteur du livre intitulé “Autobiographie, par J de Nazareth”(publié par Berg International, Paris) parce qu'il nous semble aller dans le même sens :

«Dans un monde où la mondialisation d'une pensée unique a enfermé les hommes dans le cercle vicieux d'une économie entièrement dévouée au Dieu Argent, ce nouveau Dieu unique auquel tout un chacun doit se soumettre, on peut légitimement se demander si la première urgence pour les croyants de toutes les religions n'est pas d'abord de s'unir par delà leurs Églises en vue de créer un sursaut mondial face à un libéralisme matérialiste croissant qui envahit le monde et écrase les hommes...

N'est-il pas grand temps pour tous les croyants, ceux qui croient en Dieu et ceux qui croient tout simplement en l'Homme, de quitter leurs chapelles et leurs certitudes doctrinales?

...Une telle révolution ne peut pas venir des clercs, eux qui ont fait de la religion leur fonds de commerce et leur moyen de subsistance. Que tous les laïcs de toutes les religions sortent enfin des sentiers battus de leurs institutions moribondes ! Qu'ils prennent le large et inventent cette nouvelle religion de l'Homme, celle dont l'humanité a aujourd'hui besoin, celle de la fraternité universelle !

L'humanité est en devenir. Pour la première fois de son histoire, elle se trouve affrontée au gigantesque défi de sa propre survie. Dépassant les clivages religieux d'un autre âge, n'est-il pas temps pour tous les hommes de bonne volonté d'unir leurs efforts pour inverser la course mortelle dans laquelle l'a jeté la nouvelle religion de l'Argent ?»

A. M., Châteaueux.

Définition du dictionnaire : universalisme = opinion qui ne reconnaît d'autre autorité que le consentement universel.



Après lecture du livre "Les Yeux ouverts" de J. Duboin, il me semble que vous ne traitez que le premier des quatre aspects que pose notre société, à savoir ceux que je désigne par ROME : Rémunération, Occupation (culture, loisirs), Motivation et Écologiquement acceptable. L'auteur ferait-il l'hypothèse que tout le monde va souhaiter se plonger comme lui dans des travaux d'étude et de réflexion ?

A.B., Paris

RÉPONSE. Certes non ! Mais les revenus (qui peuvent ne pas être la rémunération d'un travail) constituent celui des quatre aspects cités qui détermine les autres.

La garantie d'avoir les moyens de vivre donne la liberté de choisir ses occupations : jouer à la pétanque, cultiver son jardin ou participer activement aux prises de décisions publiques. Mais la priorité donnée en E.D. aux investissements dans les services publics, dont l'éducation, permet d'assurer à tous ceux qui le souhaitent, les moyens de se cultiver l'esprit ou le corps, de développer son imagination et ses talents et par conséquent, de savoir occuper ses loisirs selon ses aptitudes personnelles. Si, dans le système actuel, la seule motivation qui soit couramment imaginée est celle de l'argent, c'est sans doute parce que le système est basé sur la recherche d'un profit, alors on a tendance à confondre motivation avec souci de compétitivité ou émulation dans la course au gain, seul symbole de "réussite". Mais il y a tout de même beaucoup de gens dont l'activité n'est pas motivée par l'appât du gain, les instituteurs, les infirmières, les chercheurs et tant d'autres : le système actuel, ne cherchant pas à les motiver parce qu'ils le sont naturellement, en profite pour les payer beaucoup moins qu'un agent publicitaire. Ils ont donc tout à gagner de l'économie des besoins, qui permettrait mieux d'apprécier leur valeur humaine. En revanche, en E.D., personne n'aura plus intérêt à forcer les ventes et ce sont les démarcheurs qui seront sans doute amenés à se trouver d'autres motivations et à se reconverter en se posant un peu plus de questions sur le sens de leur activité. La société n'a-t-elle pas tout à y gagner ? Cependant, sachant bien que l'appât d'une rémunération supérieure à la moyenne restera pour beaucoup la seule stimulation possible, le contrat civique que nous proposons pourra assurer la transition vers une société moins frivole et attirée vers d'autres valeurs.

Quant à l'écologiquement acceptable, c'est aujourd'hui le dernier des soucis des entrepreneurs "qui gagnent". Il peut en être tout autrement en ED par l'introduction du débat public jusque dans le financement et le soutien des entreprises : en décidant des contrats civiques, dans les conseils économiques et sociaux, comme nous le suggérons, il sera enfin possible de prendre en considération d'autres finalités et d'autres méthodes de production que celles qui, aujourd'hui, n'ont pour objectif que l'intérêt des producteurs et de leurs actionnaires.

Votre livre m'a beaucoup intéressé. Je l'ai lu et relu pour bien en saisir tout le sens. En effet, il répond à mes questions. Je regrette un peu la façon dont vous entrez dans le sujet... Ce handicap franchi, la lecture devient aisée... mais vous faites démarrer le changement d'économie par une guerre terrible... Est-il si difficile d'expliquer à des non initiés (trop ou mal instruits) que le changement pourrait se faire demain, sans à-coup, sans heurt, sans révolution violente ?

Oui, votre livre répond à toutes mes questions, mais que peut faire un retraité vivant dans une commune de 297 habitants, qui ne fréquente pratiquement personne, à part les membres du tandem club de France (environ 1000 adhérents dans toute la France...) et qui ne peut aborder ce sujet en famille (sujet tabou, avec la religion), sauf avec mon père, qui milita au MFA des premiers jours. Comment atteindre l'intelligence de nos hommes et femmes politiques qui semblent avoir la cervelle sclérosée, incapables qu'ils sont de penser autrement que leurs maîtres ?

Je désespère de vivre un jour dans un pays intelligemment gouverné...

L.L., Châtenoy..

RÉPONSE. Montrer sans violence pourquoi un changement est nécessaire et quel changement du système économique pourrait résoudre les plus gros problèmes actuels, c'est bien le but de ce journal et des «Affranchis de l'an 2000». Mais pour convaincre les gens, il faut d'abord qu'ils nous entendent... or il semble qu'ils ne font attention à nos réflexions que lorsqu'ils sont atteints personnellement par «ce qu'on appelle la crise» et qu'ils ont peur...

Vous n'êtes pas isolé puisque vous pouvez au moins discuter avec nos lecteurs grâce à la Grande Relève.

Celle-ci peut vous aider à trouver les termes, les idées, les exemples qui vous permettent d'aborder les problèmes de société sans soulever ce tabou que vous sentez autour de vous. Il y a des façons d'aborder la réflexion en évitant de braquer les gens, on peut faire des remarques, en passant, qui attirent leur attention et les amènent à réfléchir, même s'ils ne vous le disent pas.

N'attendons pas un sauveur qui saurait nous gouverner intelligemment. Mieux vaut un peuple «ouvrant ses yeux» et capable de se gouverner lui-même intelligemment !

* * *

À l'appui de l'article d'A. Bernard montrant ici, le mois dernier, l'absurdité de notre système économique dont la comptabilité ne considère comme travail que celui qui est salarié, je vous signale une information intéressante fournie par un article de Jeffrey Gra, dans The Journal of Human Resources sous le titre "The fall in men's return to marriage", ce qu'on pourrait traduire très approximativement par "Le salaire des maris". Il montre qu'une "femme au foyer", dont on dit qu'elle "ne fait rien", en tout cas une femme qui ne touche elle-même



aucun salaire, améliore en fait de 15 % en moyenne la valeur marchande de son mari, telle que celle -ci est reconnue et rétribuée par son employeur.

P.V., Paris.

* * *

Je vous adresse copie de deux articles sur l'AMI parus dans notre quotidien régional, le Courrier Picard, ce qui prouve que le voile commence à se lever et que nous ne sommes pas les seuls à tirer la sonnette d'alarme. Je fais parvenir à la Rédaction de ce journal photocopies des articles parus dans les GR de mars et avril en espérant que cela me permettra de pousser plus loin les débats sur ce sujet.

Je vous tiendrai informés des suites de ce contact.. Avec tous mes encouragements pour les efforts déployés par la Grande Relève.

R.S. Albert.

* * *

Voilà cinq ans, je suis venu habiter en Bretagne afin d'aider un ami dans son projet de ferme d'insertion pour chômeurs longue durée. Il voulait leur rendre le goût du travail en les initiant au maraîchage biologique, c'est-à-dire en leur faisant biner des carottes ou repiquer des salades à longueur de journée, occupation ô combien bucolique dans son carré personnel de jardin, mais carrément fastidieuse à grande échelle.

A quelque temps de là, je participai à un stage organisé par une association para-agricole à l'attention des porteurs de projet. Le formateur, invité à grands frais, une fois informé du contenu de mon projet, s'employa aussitôt à le descendre en flammes. Selon lui, la seule et unique façon de rendre goût du travail et dignité à un individu privé d'emploi était de lui fournir une occupation valorisante et responsable, non un travail que personne ne veut plus faire et qui, de toutes façons, sera subventionné à plus de cinquante pour cent.

Sur le coup, je fus choqué par cette attitude.

Depuis je me suis rallié à son opinion.

[Était joint un article de "Femme actuelle". Sous le titre "Une fondation pour la création d'emplois de services" on peut y lire : "Pour lutter contre le chômage, la Fondation Générale des Eaux favorise la création et le maintien d'emplois d'utilité sociale." Avec un budget de 30 millions par an, 452 projets ont été retenus en deux

ans, qui furent à l'origine de 3.000 emplois, tels que l'entretien des chemins (une photo montre trois personnes pliées en deux pour nettoyer à la main le bas-côté d'un chemin), des ateliers de repassage et des services de gardes...et il est précisé : «chaque projet doit obligatoirement être parrainé par un ou plusieurs salariés du groupe Générale des Eaux». Cette entreprise serait-elle devenue philanthropique et désintéressée ?]

Par cette initiative la Générale des Eaux favorise la création de

*Ce tout petit volume,
Léger comme une plume,
Qu'on appelle un cerveau,
Réagit et s'allume
En dissipant la brume
Aveuglant ce troupeau
Ignare comme un veau !
Prêt à donner sa peau
Pour l'honneur d'un drapeau !*

ROLAND CARPENTIER

ces petits boulots dans lesquels personne ne peut dignement se réaliser, l'exemple type des travaux auxquels la Science devrait apporter des solutions mécaniques. Quitte à dépenser de l'argent, on ferait bien mieux d'apprendre aux gens privés d'emploi à utiliser avec bonheur et plaisir leur temps désormais libre. On pourrait aussi leur apprendre à vivre bien avec peu... en attendant mieux.

Y.E., Plouguenast.

Pour nous, c'est évident. Pas pour la Générale des Eaux... cela amènerait probablement les chômeurs à réfléchir et (qui sait ?) peut-être à remettre en question le culte du travail salarié. Ce n'est pas l'objectif de la Générale... !

* * *

A l'attention de J.M.L. Cabris n° 977, dernière page : la GR a pris un "coup de jeune" que mes 88 ans apprécient. Un petit dessin humoristique aguichant me plaisait sur la première page. Moi aussi j'aimerais qu'apparaisse "La Grande Relève" des Hommes par la Science (2ème ligne).

À Henri Naud de la Haute-Loire, je souhaite plus de succès que moi : il y a quelques années, la GR avait publié mon appel aux lecteurs pour une rencontre possible en région lyonnaise. J'ai eu une seule réponse, celle d'une personne prise par de multiples autres intérêts et occupations.

M.L.P., Grigny.

* * *

Je regrette très vivement que vous ayez transformé le titre de votre journal. Pour nous, les habitués, "La Grande Relève", on comprenait, mais pour ceux que l'on veut recruter, ce titre a un air cavalier, militaire : La Relève de la Garde ? de la sentinelle ? Non "La Grande Relève des hommes par la science". Revenez aux sources !

Sous Jacques Duboin, l'illustration de la première page, l'alternative : "La bombe atomique ou l'Economie distributive ?" était très éloquent.

M.M. Massat.

Le titre a été abrégé pour pouvoir ajouter, sans alourdir, "économie distributive" et mettre ainsi en relief le fait que nous avons des propositions à offrir et à discuter, ce qui n'est pas le cas de la plupart des associations et mouvements qui critiquent la situation actuelle, ou seulement un seul de ses aspects, mais n'ont pas de projet de société à proposer à la place. Nous avons remis cette fois le titre complet, malgré sa longueur, à titre d'essai, pour savoir si beaucoup de lecteurs partagent l'avis qu'expriment ces deux dernières lettres.

Quant à l'illustration "Bombe H ou ED", nos lecteurs ont-ils une suggestion pour la remplacer ?

* * *

Mon frère et moi, nous ne sommes pas des lumières, ce qui ne nous empêche pas de savoir mieux comprendre et plus humainement que certains, bien diplômés.

R.B., Paris

Et de vous exprimer plus clairement !